

**Session d'échange d'expériences et de réseautage des villes africaines francophones et brésiliennes du Budget Participatif (BP)**  
*23 mars 2010, Meeting Room W2.3*

## COMPTE RENDU DE LA SESSION

Séraphine MEDAH, Burkina Faso

---

### I – Ouverture et Introduction

Le mardi 23 mars 2010 s'est tenue dans la salle de réunion W2-3 du cinquième Forum Urbain Mondial de Rio de Janeiro, une session d'échange d'expériences et de réseautage des villes africaines francophones, Lusophones et brésiliennes qui mettent en pratique le Budget Participatif. Cette session d'échange, qui a enregistré la 83 participants, était présidée par:

- Bachir KANOUTE: Coordonnateur d'ENDA Tiers Monde Sénégal/ECOPOP.
- Jean Pierre Elong MBASSI Secrétaire Exécutif du Conseil des Gouvernements Locaux Unis (CGLU)
- Alioune BADIANE, Directeur du Bureau Régional de l'Afrique e des pays arabes de UN Habitat.
- Yves CABANNES, Enseignant Chercheur au Development Planning Unit / University College London (**UCL/DPU**) et membre du Centre International de Gestion Urbaine (CIGU)
- Kathia LIMA Secrétaire Exécutif du Réseau brésilien du Budget Participatif

Dans son mot introductif, Bachir Kanoute, Modérateur de la séance a remercié l'ensemble des participants pour leur présence, de même que le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) pour son soutien pour l'interprétation et la traduction simultanée.

Il a ensuite rappelé les principaux repères historiques de la conduite du BP depuis Porto Alégré au Brésil jusqu'en Afrique en insistant sur les dates clés suivantes

- **1989:** émergence à Porto Alégré du concept Budget Participatif
- **2003:** signature de la première charte au cours de Africités et émergence des premières expériences de Budget Participatif.
- **2008:** Lancement du Manuel de formation du Budget Participatif en Afrique francophone édité par Onu Habitat et Enda ECOPOP, dans le cadre de la Campagne Mondiale pour la Gouvernance Urbaine.
- **2009:** Africités Marrakech, décompte de plus d'une cinquantaine d'expériences de budget participatif dans les communes africaines.

Poursuivant son mot introductif, Kanoute a signalé les similitudes qui existent entre le continent africain et le Brésil tant en termes de défis urbains, de faiblesse des ressources pour assurer les besoins essentiels que des opportunités aux plans historiques et culturels liant les villes africaines et brésiliennes. L'expérimentation du Budget Participatif dans ces deux continents du Sud donne des opportunités d'apprentissage mutuel et d'échanges d'expériences sur les stratégies de gestion urbaine entre elles. Il a enfin défini le format de la session découpé en deux parties: une première consacrée à la présentation du panorama des Budgets Participatifs en Afrique et au Brésil, suivi des témoignages des acteurs. La deuxième partie étant elle consacrée au débats et échanges.

Dans son allocution, J.P Mbassi Secrétaire Exécutif du CGLU s'est réjoui des avancées enregistrées dans l'expérimentation du Budget Participatif en Afrique. Jetant un regard rétrospectif, depuis 2003 année de lancement des premières expériences en Afrique, il a dit toute sa fierté, en ces termes:

"lorsque quelque chose naît, grandit et donne des fruits, on ne peut qu'en être fier". Dans ses propos MBassi a également indiqué que le BP est instrument de transparence, d'instauration de la confiance, entre les institutions et les citoyens et un puissant moyen de refondation des Etats africains perçus comme illégitimes. Il a enfin annoncé le projet de création d'une Académie africaine des collectivités territoriales, où une place importante serait accordée à l'enseignement du Budget Participatif.



Prenant la parole, Alioune BADIANE Directeur du Bureau Régional pour l'Afrique et les Etats Arabes, a insisté sur la nécessité de promouvoir une démocratie à la base renouvelée de même qu'une refondation des institutions qui constituent un handicap à l'exploitation des ressources naturelles en Afrique. Pour ce faire, l'accent doit être mis, selon lui, sur la planification participative et le devoir de rendre compte des décideurs politiques.

Posant les repères historiques et rappelant les jalons déjà franchis, Yves CABANNES a indiqué que le Brésil est le deuxième pays afro américain en termes de population et l'existence au Brésil d'un réseau des villes inscrites dans le processus du BP. Il a terminé son intervention en rappelant quelques résultats probants de la coopération Sud/Sud (exemple Cameroun et du Brésil).

## **II - Présentation des panoramas et contextes africains et brésiliens**

Kathia LIMA, Secrétaire Exécutif du Réseau Brésilien a apprécié l'engagement des villes africaines pour la budgétisation participative. Elle a ensuite présenté un panorama de l'expérience brésilienne en BP en insistant sur les objectifs, les différentes phases, le niveau de gouvernance, les acteurs et les défis.

Présentant le panorama africain, Dr Serigne Mansour Tall Chargé de Programme ONU HABITAT, a dans sa communication campé le contexte africain marqué par une décentralisation à renforcer, une longue expérience de participation à institutionnaliser des ONGs, Projets de développement,

Collectivités locales et un besoin de ressources financières à mobiliser et à gérer par les collectivités locales. Il formule l'hypothèse d'un pari possible sur les ressources domestiques et spécifiques à condition de bâtir sur les expériences et les régulations existantes en Afrique, de construire avec de larges coalitions et procéder par étapes et tenant compte du contexte local. Il termine sa présentation du panorama africain en formulant des perspectives d'utilisation du Budget Participatif et en insistant sur la nécessité d'informer et former les acteurs, de mettre en réseau les acteurs du BP au delà des seuls élus locaux afin d'influencer les politiques locales et assurer un plaidoyer et transversalité avec les politiques sectorielles locales, les programmes d'appui à la gouvernance et enfin assurer une institutionnalisation des BP par les gouvernements locaux et associations des municipalités.

### III - Témoignages d'acteurs:

Ces panoramas et contextes ont été complétés par des témoignages:

Parlant au nom de la société civile, Parfait RANDRIANITOVINA de Madagascar a indiqué qu'actuellement, sept communes minières sont inscrites dans le processus du BP qui est un puissant outil de mobilisation des ressources, des acteurs locaux, mais surtout de régulation et de gestion transparente des ressources et redevances minières. Cette innovation du BP intervient dans un contexte de décentralisation où seulement 5 à 7 % du budget est alloué aux collectivités territoriales. Il a indiqué que dans le contexte de Madagascar, le BP a également été un instrument de stabilisation des institutions locales dans un contexte de crise politique touchant les institutions de la République.



Tarson NUNEZ un praticien ayant accompagné le processus du BP à Porto Alégré au Brésil a mis l'accent, dans son témoignage, sur les enjeux majeurs et défis auquel ce processus est confronté. Entre autres, il a insisté sur la nécessité:

- de faire en sorte que la planification soit en relation avec les réalités locales;
- d'obtenir un droit de regard des citoyens sur la gestion communale;
- d'élaborer des guides méthodologiques à même de capitaliser les expériences acquises;

Un dernier témoignage de Daby Diagne, ancien Maire et Parlementaire sénégalais avant de démarrer une carrière internationale à diverses instances dont la Fédération Mondiale des Cités Unies et le Conseil des Gouvernements Locaux Unis a indiqué que le BP est un puissant outil de transformation

par le bas. En effet, la plupart des textes de lois reconnaissent implicitement le principe de participation (interpellations, consultations publics, etc.). Toutefois pour rendre ce principe de participation effectif, on doit prendre appui sur un socle social, politique et démocratique. Par ailleurs, tous les blocages institutionnels ne seront levés que par une décentralisation au cœur de la gestion communale.

#### IV – Débats et points clés de synthèse

Cette partie de la session a été modérée par **Francoise Lieberherr** de la Coopération Suisse. Elle a campé le contexte en soulignant que le BP ne peut être un simple exercice de " copier/ coller" entre africains et brésiliens; mais plutôt un instrument d'échanges et de renforcement de la gouvernance.

Dans les débats et des échanges qui ont suivi, il ressort:

- La nécessité d'instaurer un forum d'échanges et de renforcement de la gouvernance urbaine;
- Le succès du BP dépend de la capacité de leadership des élus locaux, cette compétence s'acquiert sur les expériences pratiques et les lobbyings.
- Cette session de réseautage est un outil de développement local et un moyen de refondation de l'Etat en Afrique et de renforcement de la Coopération Sud-Sud entre Afrique et Amérique Latine.
- Tirant les conclusions de la session, le rapporteur Giovanni Allegriti, enseignant-chercheur à l'Université de Coimbra au Portugal, a insisté sur les éléments de synthèse suivants:
- Le BP, étant un outil pour normaliser l'Etat et de renforcer la démocratie, est un instrument de construction sociale et de bonne gouvernance d'ou la nécessité d'augmenter les chaînes de coopération sud-sud. Il permet également de renforcer les services publiques et une meilleure utilisation des ressources;
- Le BP exige la formation des citoyens et une diversification des moyens de communication vis à vis de ces derniers;
- Le BP permet de renforcer la souveraineté; au vu de ces avantages liés au BP et de cette ouverture pour la coopération sud- sud afin de d'éviter une recolonisation culturelle.

#### V – Clôture

Reprenant la parole, Bachir KANOUTE s'est félicité de la qualité des présentations et des interventions. Il a indiqué que le site du Budget Participatif pour l'Afrique ([www.bpafrique.org](http://www.bpafrique.org)) sera mis en ligne dans les tous prochains jours et que l'information sera donnée à tous ceux qui sont inscrits dans la liste. Il a enfin remercié l'assistance pour sa présence massive et levé la séance.

